
L'attaque des « cadets de l'espace ». Colonies extraplanétaires, répression raciste et « solutions fondées sur la nature »

Pour les hommes les plus riches du monde, la crise environnementale est finalement arrivée. Qu'il s'agisse de fuir vers l'espace ou des pays imaginaires, ou bien de trouver des solutions dignes de la science-fiction, les capitalistes cherchent désespérément à poursuivre les activités alimentées par les combustibles fossiles, tandis que la plupart des gens sont invités à regarder ailleurs pendant que l'effondrement écologique s'accélère.

Pour les hommes les plus riches et les plus puissants du monde, la crise environnementale mondiale est finalement arrivée. Mais elle n'a pas la même signification pour eux que pour la plupart des gens.

Prenons les exemples de Jeff Bezos (président exécutif du géant du commerce électronique Amazon), Elon Musk (PDG du constructeur de véhicules électriques Tesla), Larry Fink (PDG du plus grand gestionnaire d'actifs au monde, BlackRock), Mark Carney (ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre et de la Banque du Canada) et Bill Gates (cofondateur du géant technologique Microsoft).

Pour ces hommes, la crise écologique ne signifie pas que la planète se réchauffe si vite qu'elle menace leur propre civilisation. Cela ne signifie pas le déclin mondial des insectes qui menace maintenant la subsistance de l'humanité. Cela ne signifie pas non plus les dangereuses pandémies qui émergent de l'agriculture industrielle, de la déforestation et de la mondialisation. (1) Cela ne signifie même pas la détérioration de la vitalité des travailleurs ordinaires, qui ont vu les riches leur voler une grande partie de leurs salaires, avantages et conditions de vie au cours des 50 dernières années.

Pour ces hommes en tant que capitalistes, la crise écologique n'a du sens qu'à travers son effet sur l'investissement. La crise écologique signifie la rébellion du peuple, car les moyens de subsistance sont détruits et les travailleurs en ont assez. Et la rébellion implique une pression sur les gouvernements pour qu'ils réglementent et répriment. Faire l'un ou l'autre a un coût. Pire encore, faire l'un ou l'autre peut entraîner une réduction supplémentaire du travail vivant dont les êtres vivants peuvent être amenés à faire don aux entreprises pour assurer des profits. Moins de cadeaux aux entreprises, cela signifie moins de destinations possibles pour des investissements rentables.

Une solution digne de la science-fiction

Bezos et Musk (les deux hommes les plus riches du monde) ont une solution originale pour résoudre ce problème. Si la catastrophe environnementale et les mouvements populaires qui en résultent sont devenus un problème pour l'accumulation de capital, alors nous devons aller vers l'espace. Nous devons exploiter les minéraux de la lune et des astéroïdes, dévaster Mars ou mettre les habitants de la Terre dans des colonies en orbite. Bezos et Musk investissent des milliards dans ces projets. Bezos appelle cela « aller dans l'espace pour sauver la terre ». (2)

Pour les gens normaux, cela peut ressembler à ce que les logiciens appellent une "*reductio ad absurdum*" (un raisonnement par l'absurde, dont la conclusion impossible démontre l'absurdité de l'un de ses postulats). Si les hypothèses capitalistes nécessitent en fin de compte de déplacer les habitants de la Terre dans l'espace pour y exploiter la nature, il doit y avoir quelque chose qui cloche dans les hypothèses.

Mais en tant que capitalistes, Bezos et Musk n'ont pas d'autre choix que d'affirmer qu'elles sont vraies. Pour Bezos, le seul choix possible est entre « dynamisme et croissance » et les horreurs de « la stase et du rationnement ». (3)

Donc pour eux, monter dans des fusées est tout à fait logique. Et ils ont raison. Leurs fantasmes interplanétaires ne sont pas un passe-temps excentrique ou amusant comme mettre des tenues de Star Trek. Ils sont le résultat profondément raisonnable de leurs engagements capitalistes.

Retour sur terre

Fink, Carney et Gates – qui occupe la troisième place dans la liste des personnes les plus riches du monde – n'ont pas le flair imaginaire de Bezos et Musk. Ils préféreraient ne pas être considérés comme des « cadets de l'espace » (argot américain pour les personnes déconnectées de la réalité).

Mais leur propre approche préférée, bien qu'apparemment plus banale, n'est fondamentalement pas différente. Pour eux, le défi est ce que Fink appelle la « réallocation du capital » ici, sur terre. Où les riches peuvent-ils investir leur argent sur une planète de plus en plus affaiblie et impossible à assurer, envahie d'actions juridiques environnementales potentiellement paralysantes, de communautés touchées ingérables, de consommateurs verts réticents et d'une réglementation du carbone gênante, pour que les profits puissent continuer à s'accumuler entre leurs mains ?

Fink, Carney et Gates estiment que les technologies vertes pourraient être une façon d'y répondre. (Musk aussi ; malgré tous ses enthousiasmes interplanétaires, son véritable titre de gloire reste les voitures électriques terrestres.) Pour tous ces hommes, la crise actuelle des anciennes technologies « brunes » est le signe de l'un de ces accès de « destruction créatrice » (4) qui poussent périodiquement le capitalisme à se réinventer. Ils savent que ceux qui choisissent les bons paris commerciaux pour une nouvelle ère de catastrophes écologiques en récolteront les fruits.

Le problème est que le pari que ces hommes privilégiés ont fait – les technologies vertes – n'est fondamentalement pas différent de celui de l'ancienne variété brune. Les technologies vertes étendent les frontières racistes de l'extraction tout aussi brutalement que les technologies brunes l'ont fait et exigent fondamentalement les mêmes vieux sacrifices non durables de la nature et des travailleurs. De plus en plus de cobalt, de nickel et de cuivre doit être exploité en RDC, en Indonésie et au Chili pour fabriquer des appareils et des infrastructures numériques « bas-carbone ». Les parcs éoliens devraient occuper plus de 50 millions d'hectares de terres rien qu'aux États-Unis d'ici 2050 (5) et encore plus en Chine, les éoliennes modernes nécessitant chacune de nombreuses tonnes de bois de balsa, provenant principalement d'Équateur. Les voitures électriques ont besoin de lithium provenant de Bolivie et d'ailleurs, pour lequel, comme Musk l'a déclaré sans ambages, « nous renverserons qui nous voudrons ». (6) Et tout cela principalement juste pour compléter – et non supplanter – le pétrole, le charbon et le gaz. Alexander Dunlap, un expert américain des technologies vertes le dit sans détour : « Les énergies renouvelables à l'échelle industrielle sont des combustibles fossiles au carré. » (7)

Qu'est-ce que tout cela peut signifier en fin de compte, si ce n'est encore plus de régions

pionnières épuisées, de déchets accumulés, de communautés rebelles, d'extinctions d'espèces, de régulateurs qui se mêlent de tout, de salaires de policiers et de tentatives désespérées de localiser encore plus de ressources inexploitées dans des zones encore plus isolées ? C'est suffisant pour faire de n'importe quel capitaliste un « cadet de l'espace ».

L'espace ici, sur terre

Heureusement, il existe encore d'autres façons d'essayer de colorer en vert les vieilles technologies brunes. L'une d'elles consiste à repousser la frontière terrestre des plantations et à puiser plus profondément dans les « services écosystémiques » des forêts, des océans ou des cavernes souterraines. L'idée n'est pas d'échapper à la dévastation terrestre qui paralyse actuellement le capitalisme industriel en s'envolant vers d'autres planètes. Il ne s'agit pas non plus d'arrêter les destructions elles-mêmes. Au contraire, il s'agit juste de saisir, de gérer, de rééquiper et d'exploiter les êtres vivants qui n'ont pas encore été détruits ici sur terre afin d'essayer de « compenser » ceux qui l'ont déjà été. La compagnie pétrolière BP, par exemple, souhaite que ses clients investissent dans des éoliennes en Chine et dans la conservation des forêts au Mexique pour compenser sa participation à la production de six milliards de tonnes de pétrole brut supplémentaire dans le projet de développement de Rosneft, subventionné par l'État russe, dans l'Arctique. (8)

Bienvenue dans le monde de la « neutralité carbone », des « compensations pour la biodiversité », du « zéro émissions nettes », des « économies circulaires » et maintenant des « solutions fondées sur la nature ». Mark Carney veut multiplier par 15 la compensation volontaire des émissions de carbone au cours des neuf prochaines années pour aider à rendre le monde plus sûr pour les investissements industriels un peu plus longtemps. (9) En utilisant des forêts, des camionnettes électriques et d'autres approches pour « compenser » sa pollution par les gaz à effet de serre, la société Amazon de Jeff Bezos s'engage à parvenir à l'objectif « zéro net » d'ici 2040. (10) Larry Fink affirme que BlackRock l'est déjà. (11) En recourant à des stratagèmes similaires, Microsoft promet même d'avoir un bilan carbone négatif d'ici une décennie. (12) Au cours des deux dernières années, ces entreprises ont été rejointes non seulement par des centaines d'autres grandes banques et entreprises, mais aussi par 127 pays du monde entier qui se préparent désormais activement à devenir « neutres en carbone » au lieu d'arrêter les combustibles fossiles qui sortent du sol.

Tout cela équivaut à une sorte de pyramide de Ponzi. Dans une pyramide de Ponzi, vous attirez des investisseurs naïfs en leur faisant croire qu'ils soutiennent une entreprise commerciale (fictive) tout en leur versant de faux « dividendes » constitués uniquement de l'argent soutiré aux nouveaux investisseurs. Dans un programme de compensation ou de « solutions fondées sur la nature », vous dites à des économistes naïfs que des activités d'extraction non durables et génératrices de déchets sont rendues « durables » par ce qui s'avère en fait être... des activités d'extraction encore moins durables et encore plus génératrices de déchets.

Bill Gates pousse l'idée encore plus loin. Il ne se contente pas d'inciter les entreprises à s'emparer de terres et de formations géologiques souterraines, à les transformer en éponges pour absorber le carbone, puis à vendre le résultat à d'autres sous forme de permis pour polluer davantage. Il affirme également que le produit de cette expropriation peut être utilisé pour développer la production industrielle imaginaire d'« acier vert », de « ciment vert » et d'« avions verts », afin de les rendre commercialement compétitifs par rapport aux anciennes variétés « brunes ». (13)

Bien sûr, il ne faut pas s'attendre à ce qu'une pyramide de Ponzi dure éternellement. Les plantations d'arbres conçues pour éliminer de l'atmosphère le carbone des issu de la combustion des combustibles fossiles – comme les plantations de biocarburants ou les fermes solaires qui sont

censées « remplacer » ces combustibles – laissent derrière elles des vagues de dévastation et d'épuisement chez les humains et les non-humains, qui sont tout aussi insoutenables que tout le reste du capitalisme industriel. De plus, les dispositifs de compensation de la biodiversité utilisés principalement par l'industrie minière ne font qu'ajouter une nouvelle couche à l'ancien extractivisme. En effet, comme Ivonne Yanez d'Acción Ecológica en Équateur l'affirme depuis longtemps, les compensations peuvent être encore pires que l'exploitation minière, en ce sens qu'elles menacent de priver les communautés de leurs moyens de subsistance vitaux encore plus longtemps que ne le font les concessions minières. Il n'est pas étonnant que tant d'opposants à l'extractivisme, comme Acción, se retrouvent également en première ligne contre les « solutions fondées sur la nature ».

Mais là encore, les pyramides de Ponzi ne sont pas censées durer éternellement. Au mieux, elles remplissent les poches de fraudeurs astucieux pendant quelques années jusqu'à ce qu'ils puissent prendre la fuite, être jetés en prison ou se suicider. De la même manière, les politiques « zéro net » et les « solutions fondées sur la nature » ne sont pas conçues pour préserver la planète et ses habitants. Leur rôle consiste simplement à permettre aux activités habituelles liées aux combustibles fossiles de se poursuivre pendant quelques années encore, relativement à l'abri des poursuites et toujours assurables, tandis que le public est invité à regarder ailleurs pendant que l'effondrement écologique s'accélère.

Retour vers le futur

Le concept de « solutions fondées sur la nature » n'est pas nouveau. Il remonte au début de l'ère néolibérale des années 1970 aux États-Unis. À l'époque, comme aujourd'hui, les entreprises se plaignaient du fait que la réglementation environnementale devenait potentiellement une « interdiction de la croissance » (comprendre : une interdiction du capitalisme). À l'époque, comme aujourd'hui, il n'y avait pas d'autres planètes où nous pourrions nous enfuir.

La solution des entreprises n'a jamais été d'empêcher les gouvernements de réglementer. Les capitalistes ont toujours eu besoin et envie de réglementations imposées par l'État, afin de garder le contrôle sur les travailleurs, de garantir les droits de propriété privée, de taxer les pauvres, d'aider les entreprises à exploiter la nature à des fins lucratives et d'habiller le tout avec de faux chiffres plausibles et consensuels. Au contraire, la stratégie consistait à devancer toute tentation de l'État de faire preuve d'un zèle exagéré et de mettre un frein vraiment sérieux à la volonté des industriels de dépouiller la planète de bout en bout. Après tout, les subventions de la nature (y compris la nature humaine) ont toujours été la source de tous les profits capitalistes – et, indirectement, d'une grande partie des revenus de l'État également.

C'est pourquoi les organisations de soutien aux entreprises telles que l'American Legislative Exchange Council des États-Unis ne se sont jamais opposées à la réglementation étatique en tant que telle. Elles veulent juste l'écrire elles-mêmes. D'où, depuis un demi-siècle, le déluge de lois environnementales nationales et internationales qui permettent et encouragent les compensations pour la destruction des zones humides, l'appauvrissement de la biodiversité, la dégradation des eaux et des terres, l'extinction des espèces, l'oxyde nitreux, l'hexafluorure de soufre et le dioxyde de carbone, jusqu'à aboutir au Protocole de Kyoto et à l'Accord de Paris. Une grande partie de la planification technique détaillée des lois sur les compensations et les « solutions fondées sur la nature » provient d'ONG basées à Washington et favorables aux entreprises, notamment l'Environmental Defence Fund, The Nature Conservancy, le Natural Resources Defense Council, le WWF, le World Resources Institute ; des universités du monde entier ; et des Nations Unies et d'autres organismes internationaux tels que la Banque mondiale et l'UICN.

Naturellement, cette approche est controversée même parmi les capitalistes. Des despotes de droite comme Donald Trump, Jair Bolsonaro et Narendra Modi ont un point de vue quelque peu différent. Leur propre méthode instinctive pour le renouveau capitaliste consiste à renforcer la répression raciale et patriarcale tout en faisant disparaître autant de réglementations que possible. Leur rêve est que cela rendra la main d'œuvre et l'extraction de ressources aussi bon marché qu'elles l'étaient autrefois. Comme le laissent entendre les Trumpistes, ni les compensations, ni la consommation verte, ni la comptabilité verte, ni même les technologies vertes ne sont des options pour les « vrais hommes ». Au lieu de fuir dans l'espace, Trump et ses partisans dans le monde entier proposent de s'échapper dans un pays imaginaire différent, celui d'une domination ethnique et masculine perpétuelle et incontestée sur les humains et les non-humains. Pour eux, peu importe que la durée de vie écologique de leur pays imaginaire particulier soit encore plus courte que celle d'un Disney World de « solutions fondées sur la nature » ou de navettes quotidiennes vers Mars. Comme Gates et Carney, tout ce qu'ils espèrent, c'est un moyen de maintenir en vie pendant quelques années encore un capitalisme en pleine implosion.

Des institutions, pas seulement des individus

Bien sûr, ces querelles ne font pas seulement rage entre des individus puissants comme Bezos, Carney, Bolsonaro ou Modi. Elles reflètent un débat sur la stratégie écologique qui secoue toutes les institutions capitalistes du monde entier.

Bezos et Musk, par exemple, ne sont pas des « cadets de l'espace » isolés, mais des chefs de file réputés de l'industrie dans la suppression des droits du travail. (14) Le défenseur des technologies vertes Larry Fink n'est pas seulement un dirigeant de Wall Street fabuleusement riche, il est aussi le « quatrième pouvoir de l'État » aux États-Unis, sa société d'investissement BlackRock détenant des participations importantes dans plus de 90 % des 500 plus grandes sociétés cotées en bourse dans ce pays. De même, Mark Carney n'est pas seulement un banquier à la retraite de Goldman Sachs, il est aussi un idéologue nommé par les Nations Unies pour promouvoir les intérêts de l'ensemble du secteur financier. Et Bolsonaro et Modi surfent sur une énorme vague mondiale de réactions racistes et patriarcales qui est peut-être encore loin son point culminant. Quelles que soient leurs différences, les diverses factions que représentent ces personnalités de l'élite sont fortement unies dans leur recherche collective de moyens innovants pour que le capital continue de piller une planète déjà presque totalement vidée de ses richesses. Des personnages comme Modi et Bolsonaro, par exemple, qui font de la promotion de la violence raciale et de genre une approche capitaliste unifiée, sont également très heureux d'être utilisés par les milieux d'affaires à l'origine des technologies vertes et des « solutions fondées sur la nature ».

Où se situeront les écologistes et conservationnistes indécis de la classe moyenne dans ce différend interne au capitalisme ? Vont-ils refuser le racisme trumpiste pour ensuite accueillir les « solutions fondées sur la nature » ? Vont-ils rejeter les compensations, mais ensuite adopter un Green New Deal tributaire d'un colonialisme des ressources ? Vont-ils se rallier la politique explicitement spatiale de Musk ou de Bezos ?

Ou, au contraire, rejoindront-ils plutôt les milliers de mouvements populaires qui s'attaquent déjà directement à la racine de la crise : le vieil impératif capitaliste de trouver des moyens toujours nouveaux d'obtenir quelque chose pour rien tout en laissant la planète et ses habitants en ruines ?

Larry Lohmann
The Corner House

-
- (1) [Monthly review, COVID-19 and Circuits of Capital, mai 2020](#)
 - (2) Les entreprises spatiales de Musk constituent également déjà une menace grave pour les peuples de Papouasie occidentale, leurs forêts et leurs plages ici sur terre. Musk envisage de passer un contrat avec le gouvernement indonésien pour convertir l'île de Biak, au large de la côte ouest de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, en une rampe de lancement pour 42 000 satellites. [Voir ici un appel international pour visant à bloquer ce projet.](#)
 - (3) [Going to Space to Benefit Earth, film Blue Origin, mai 2019.](#)
 - (4) Joseph Schumpeter, *Capitalism, Socialism and Democracy*, New York : Harper & Row, 1942.
 - (5) [Net-Zero America, Potential Pathways, Infrastructure and Impacts, décembre 2020](#)
 - (6) [Twitter Elon Musk](#)
 - (7) [Verso, End the 'green' delusions: Industrial scale renewable energy is fossil fuel+, mai 2018.](#)
 - (8) Financial Times, [Rosneft's massive Arctic oil push undermines BP's green turn](#); BP, [Energy with Purpose](#), 2019.
 - (9) [Taskforce on Scaling Voluntary Carbon Markets](#), janvier 2021
 - (10) CNBC, [Jeff Bezos unveils sweeping plan to tackle climate change](#), 2019. Bezos verse également des centaines de millions de dollars à des organisations environnementales pro-capitalistes basées à Washington qui font la promotion des compensations et de l'énergie verte à grande échelle, et a embauché Andrew Steer, un pirate notoire du monde britannique de « l'aide à l'étranger », en tant que président de son nouveau Fonds pour la Terre, doté de 10 milliards USD. Voir CNBC, [Jeff Bezos names first recipients of his \\$10 billion Earth Fund for combating climate change](#), 2020.
 - (11) [BlackRock, BlackRock's 2020 Carbon Footprint.](#)
 - (12) Microsoft, [Microsoft will be carbon negative by 2030](#), 2020.
 - (13) [Forum économique mondial, les marchés du carbone : une conversation avec Bill Gates, Mark Carney, Annette Nazareth et Bill Winters](#), 2021.
 - (14) [The Intercept, Amazon Workers are Organizing a Global Struggle](#), 2020 ; [The Guardian, Tesla workers speak out: 'Anything pro-union is shut down really fast'](#), 2018.